



# EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

## Pour qui les bénéfices de bpost ? Pour les travailleurs ou pour le CEO ?

*Le nouveau CEO de bpost gagnera un salaire de près de 1,2 million d'euros brut par an, ce qui correspond au salaire de 52 postiers. Ajoutons à cela 250 000 euros de prime de bienvenue destinée à attirer un « candidat de très grande qualité », alors que ceux qui produisent les services que vend bpost, les travailleurs, gagnent tellement peu que nombreux sont ceux qui continuent de venir au travail malgré leurs problèmes de santé causés par les cadences infernales.*

Pour la direction de bpost et le gouvernement, Chris Peeters a un CV bien fourni et a précisément les qualités nécessaires pour appliquer le plan que la direction prépare : le licenciement de 6500 personnes révélé dans la presse et annoncé lors d'une réunion de la direction de bpost l'été dernier avec tous les vice-ministres du gouvernement. C'est « normal » dans le système capitaliste : il faut payer le prix pour avoir un « bon » patron, c'est-à-dire un qui parvient à « bien » exploiter les travailleurs.

Ce plan social est un pas logique

vers une privatisation encore plus importante du service public qu'était notre ancienne Poste. Lors de son audition ce 16 mai à la chambre, l'ex CEO de bpost, Jos Donvil se contredisait en affirmant qu'« il n'y a pas de plan social en vue », mais que, vu la diminution du courrier, « oui, il y a des restructurations ». Sur ce point, il faudrait être rassuré que, d'ici 2024, il n'y aura « pas de licenciement sec, sauf exception prévues ». Mais il nous semble que c'est plutôt un aveu qu'un plan de licenciement est bel et bien prévu, malgré tout ce que peut raconter la direction pour rassurer les travailleurs.

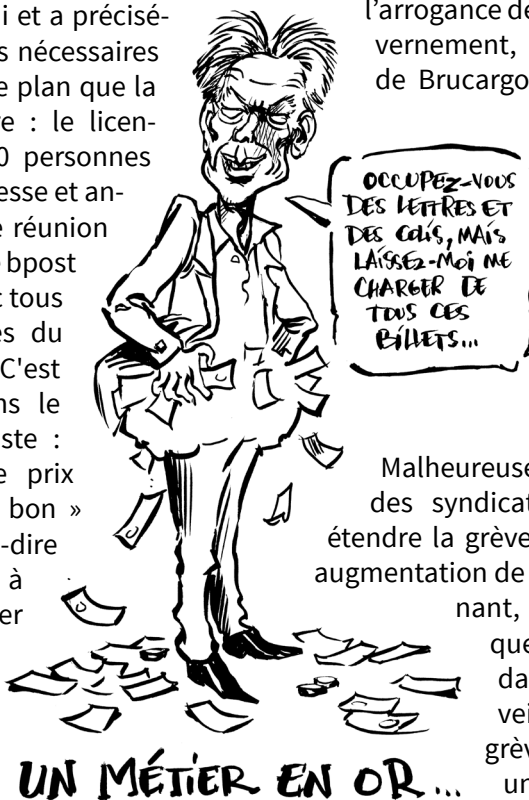
Face à la scandaleuse rémunération du nouveau patron et à l'arrogance de bpost et du gouvernement, les travailleurs de Brucargo, à l'aéroport de Zaventem, se sont mis en grève spontanément ce 13 septembre.

Malheureusement aucun des syndicats n'a appelé à étendre la grève pour exiger une augmentation de salaire. Pas étonnant, vu les propos que tenait la CSC dans son tract à la veille de la dernière grève : « Donnons une image positive

de notre entreprise pour avoir toutes nos chances de pérenniser voire, d'accroître nos emplois. » Exactement le même chantage à l'emploi que la direction, sauf que cela vient les dirigeants d'un de nos syndicats : ne faites pas grève ou votre emploi ne sera pas garanti. Et on voit comment l'argent gagné par bpost grâce aux travailleurs est réinvesti dans le salaire du patron, et non dans le bien-être des travailleurs ! De plus, pour les directions syndicales, les actions doivent être localisées, là où c'est « inévitable »...

Nous pensons au contraire qu'il faut **une réponse collective** sur l'ensemble des centres et bureaux et établir une bonne coordination entre les travailleurs des différents sites. Ainsi, quand Brucargo débraye pour demander une augmentation et dénoncer le manque de sécurité au travail, les autres centres peuvent suivre le mouvement pour établir un rapport de force en notre faveur.

Il est urgent que les syndicats organisent des assemblées des travailleurs pour discuter des problèmes actuels que pose la réorganisation, du manque de personnel, de toutes leurs revendications, doutes et inquiétudes et établir un plan de lutte. Il faut que les travailleurs décident collectivement des actions et négociations à mener et des revendications à avancer, à commencer par une augmentation immédiate des salaires !



## Grande distribution : un secteur sous haute tension.

*À l'automne, le groupe Louis Delhaize (concurrent de Delhaize avec l'emblème du Lion) a annoncé un plan social d'ampleur, avec la décision de se débarrasser de l'ensemble de ses magasins Match et Smatch en Belgique. Cela fait suite à l'annonce par Delhaize de sa volonté de franchiser nombre de ses magasins en ce début d'année, qui a provoqué une résistance acharnée des travailleurs du groupe. Le groupe Intermarché également, depuis 2022 propriétaire de Mestdagh (qui avait déjà sous franchise Carrefour Market et Carrefour Express en Wallonie et à Bruxelles) avait franchisé beaucoup de ses points de vente.*

Les travailleurs de Delhaize, ceux qui produisent sa richesse, se sont mobilisés pendant des mois, de manière héroïque, bloquant les magasins, les dépôts, faisant face aux huissiers et à la justice. Un plan de lutte des directions syndicales à la hauteur de l'enjeu aurait alors pu facilement étendre leur colère à d'autres secteurs.

Le refus obstiné de Delhaize de dialoguer avec les travailleurs a remis sur le devant de la scène sociale et politique un secteur en plein changement, dans ce qui restait encore un bastion privilégié dans le paysage de la grande distribution. Ses dirigeants se sont assis sur les promesses du dernier plan social. Et leur cynisme a sans doute aidé au rejet massif de leur projet.

Une coordination nationale des piquets, des manifestations massives, des tractages, une extension de la lutte au reste du secteur de la

distribution auraient pu renforcer le mouvement. Mais faute de cela, la lutte a fini par s'essouffler, ce qui a peut-être aussi donné un signal favorable au patronat, tenté de s'engouffrer dans pareille aventure.

### **L'offensive patronale se concentre maintenant chez Match.**

À première vue, chez Match la situation est comparable, mais ici il n'y a pas cette réaction héroïque des travailleurs.

L'annonce de fermeture et la mise sous plan Renault ligote en quelque sorte les délégués. Une restructuration avait déjà eu lieu en 2019, avec la perte de 210 emplois et la fermeture de 17 magasins. Le groupe fait face depuis lors à un management erratique, la direction changeant d'année en année - 3 fois depuis 2020. Il y a un manque d'investissement, en particulier dans l'entrepôt de Wangenies (Fleurus) qui se fait vétuste, et une politique commerciale à la logique défailante. Tout cela fait qu'en interne les travailleurs savaient que le groupe allait dans le mur.

Le groupe Colruyt, propriétaire déjà des magasins Okay, Spar et BioPlanet, annonce la reprise de 57 magasins des 77 Match et Smatch, mais tout cela doit encore être acté. En attendant, les négociations pour la procédure Renault sont en cours. Les travailleurs, certains avec une ancienneté de dizaines d'années, y ont bien souvent laissé leur santé. Les préparateurs de commandes doivent déplacer jour après jour des tonnes de marchandises et les problèmes de dos sont récurrents. Et pour eux, la pilule est amère.

Il y a un espoir pour une partie du personnel des magasins de passer sous la bannière Colruyt. Mais celui-ci a déjà un énorme dépôt à Hal, et l'entrepôt de Match à Wangenies va bel et bien fermer, laissant 139 ouvriers sur le carreau. À cela s'ajoutent les employés et les travailleurs du siège, soit 390 personnes, ainsi que les travailleurs des magasins qui ne seront sans doute pas repris, soit 690 personnes au total.

Au-delà des pertes d'emplois, c'est aussi le renforcement d'un modèle d'exploitation plus intense, d'un management exigeant plus de flexibilité. Le modèle Colruyt représente un recul dans les conditions de travail. C'est donc directement une attaque sur nos conditions de travail, comme le sont les tentatives de franchisation, ou la généralisation du modèle de hard discount.

Le groupe Louis Delhaize, propriétaires des Match et Cora, est détenu par la famille Bouriez, qui emploie 30 000 salariés en Europe et est largement bénéficiaire (8 milliards de bénéfices en 2022). Au mois de juillet dernier, le groupe s'était déjà séparé de ses magasins français, roumains et luxembourgeois, au bénéfice de Carrefour et E. Leclerc. Et la nouvelle direction, reprise en main en février par les enfants de la famille Bouriez, est qualifiée en interne de fossoyeuse. Elle n'a donc pas traîné pour appliquer ses plans de liquidation.

Du côté syndical, c'est le calme plat, alors que 700 personnes s'apprêtent à rejoindre les bureaux de chômage. Cela contraste fortement avec la tempête menée par les Delhaiziens en début d'année.

Pour expliquer l'absence de réaction, on évoque parfois les

négociations du plan Renault, qui doivent trouver de quoi recaser une partie du personnel, voire augmenter les préavis de départ et les primes extralégales. Les travailleurs devraient donc attendre de savoir à quelle sauce ils seront mangés avant de protester. Mais il est aussi question de primes à la tranquillité, des montants mensuels qui ont été proposés en échange de la paix sociale et pour prévenir toute agitation.

L'ambiance délétère dans les magasins, cette certitude que tout va mal, la pression psychologique continue

de la direction pour stigmatiser les travailleurs et pour casser les plus combatifs ont sans doute aussi joué un rôle dans l'apathie apparente. Mais le syndicat négocie maintenant à guichet fermé, sans avoir pu profiter du choc de l'annonce du plan social pour mobiliser et imposer un rapport de force dans la négociation.

Le patronat suit sa logique de classe : le but est d'assurer le bénéfice des actionnaires. Pour y arriver, il faut créer la division entre travailleurs. C'est le but ultime de la franchisation. Aux travailleurs, à notre classe, de s'organiser pour résister et pour ouvrir

le chemin vers une autre société, où le but est le bien-être de l'ensemble des humains. Mais déjà dans le cas de Delhaize, la bureaucratie de nos syndicats n'a rien fait pour étendre le mouvement, malgré l'intensité de la pression des travailleurs. Et on se demande comment les travailleurs de Match vont pouvoir faire entendre leur voix.

► **Non à la franchisation !**

► **Pour une organisation de l'ensemble des travailleurs du secteur de la grande distribution !**

## Pour un Evras au service des enfants et des parents

*La décision de séances de 2 heures d'Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS) a déclenché une vague de protestations sur les réseaux sociaux, des manifestations et jusqu'à l'incendie volontaire d'écoles.*

Ces manifestations ont un contenu clairement réactionnaire, car elles s'opposent à une évolution progressiste de la société qui veut que ces problématiques soient discutées à l'école, permettant ainsi une information scientifique et égalitaire à tous les enfants, ce qui est un droit démocratique fondamental. Contrairement à la campagne de désinformation mise en place par des organisations réactionnaires et conservatrices incluant des organisations d'extrême droite, ces séances sont adaptées à l'âge des enfants et respectent leur intimité. D'ailleurs, souvent, les séances d'information mises en place dans les écoles ont permis de rassurer les parents.

Cependant, nous comprenons que face à cette désinformation, des parents aient pu être trompés et ont même manifesté contre la réforme.

Car il y a une méfiance naturelle contre la société capitaliste dans laquelle la sexualité sert avant tout à des fins commerciales. Dans un pays où les chiffres des violences intrafamiliales et des viols sont très élevés ; Un pays qui continue à financer l'Eglise catholique malgré les scandales de pédophilie et qui aide cette institution à échapper à la justice. Une société justement où les enfants seront confrontés très tôt à cette sexualisation, à la question du consentement, puis à la pornographie<sup>1</sup>. Or, si les parents veulent protéger leurs enfants, c'est justement en leur permettant de s'armer face à cette déferlante devant laquelle beaucoup de familles restent encore démunies. Il n'est en effet pas facile pour tous et toutes d'ouvrir ce genre de discussion à la maison. C'est pour cela que ces moments de discussions, avec des personnes formées, sont importants.<sup>2</sup>

La réponse n'est pas le repli sur soi et l'idéologie individualiste mais au contraire la démocratisation du débat, et cela commence par une éducation sexuelle et affective dans l'école, adaptée évidemment, mais dès le plus jeune âge et dispensée par des professionnels compétents. Car pour

que chaque enfant puisse s'épanouir, il faut permettre le débat et la discussion des questions sexuelles au sein de la société et des familles. Mais cela passe par une information scientifique de qualité garantie par l'Etat.

L'Evras n'est qu'une goutte d'eau pour apporter une réponse, totalement insuffisante, mais il faut la soutenir, dans les écoles et dans la société ! Et il faut renforcer les campagnes publiques, dans les écoles certes, mais aussi sur les lieux de travail et dans les quartiers sur ces questions. Car cette éducation doit aussi s'adresser aux adultes.

Il faut plus de moyens premièrement dans les centres de planning familiaux.

Si on veut réellement protéger nos enfants, exigeons un refinancement de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux!

Contre la violence machiste et les violences sexuelles il faut des condamnations à la juste mesure du crime commis et mettre fin à l'impunité !

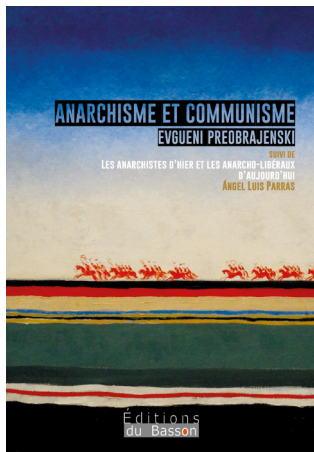
► **Une éducation sexuelle adaptée, pour une sexualité respectueuse et épanouie, et non commerciale !**

1. Les Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles (CPVS) signalent ainsi que 13,4 % des victimes prises en charge ont entre 0 et 12 ans et 18,5 % ont entre 13 et 17 ans. 32% des victimes prises en charge sont donc mineures. Source : <https://cpvs.belgium.be/>

2. Pour plus d'informations sur l'Evras, voir <https://www.parents.evras.be>

## Anarchisme et communisme : un livre essentiel !

La LCT a le plaisir de s'associer avec les éditions du Basson pour publier, pour la première fois en français, le livre « Anarchisme et communisme » d'Evgueni Preobrajenski. Le livre sera disponible au prix de 15€ (180 pages) dès le mois de novembre et peut être commandé par email à : [contact@lct-cwb.be](mailto:contact@lct-cwb.be)



Cet ouvrage qui couvre une partie de l'histoire de la classe ouvrière russe, est un patrimoine important du mouvement ouvrier et un texte fondamental. Il offre un éclairage inédit pour la discussion au sein de notre classe sur la manière de mener la lutte, de prendre le pouvoir à la bourgeoisie et de le conserver.

Et cet éclairage n'est pas que théorique, bien que la première partie soit

consacrée à la théorie marxiste de l'État. Il est avant tout pratique car, écrit par un acteur de la Révolution d'Octobre, il s'agit de réponses et d'analyses de problèmes concrets qui se posaient alors, à propos d'événements qui font encore parler d'eux aujourd'hui : le soulèvement de Cronstadt ou la révolte de Makhno par exemple, dans une polémique exhaustive avec la théorie et la pratique anarchiste. Différents chapitres de la Révolution russe, constituent ainsi la toile de fond de cet ouvrage.

Et c'est précisément cela qui en fait une oeuvre passionnante.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous, que cela soit pour nous aider à diffuser cet ouvrage, en discuter ou organiser un débat sur le sujet.

## PALESTINE

Retrouvez notre dossier Palestine sur notre site internet : nos derniers tracts ainsi qu'un étude historique sur le sionisme.

► **STOP AUX BOMBARDEMENTS ISRAËLIENS !**

► **RUPTURE IMMÉDIATE DES RELATIONS ENTRE LA BELGIQUE ET ISRAËL !**

► **SOUTIEN TOTAL À LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE !**

► **POUR UNE PALESTINE UNIQUE, LAÏQUE ET NON-RACISTE !**

SCANNEZ-MOI POUR LIRE NOTRE DOSSIER PALESTINE !



## Solidarité avec la classe ouvrière ukrainienne !

Dans le cadre de notre campagne de soutien au peuple ukrainien dans sa lutte contre l'invasion criminelle de Poutine, nous relayons l'appel du syndicat de la ville industrielle de Krivih Rih, soutenu par le Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte :

« Je suis Yuri Petrovich Samoïlov, président du syndicat indépendant des mineurs de KRIVIH RIH en Ukraine. Comme vous le savez, nous

subissons depuis un an et demi l'invasion et l'occupation génocidaire des troupes russes. Des bombardements et des missiles détruisent nos villes. En juin dernier, un nouvel acte terroriste des occupants a détruit le nouveau barrage de Kakhovka à Kherson et a laissé notre région, qui compte près d'un million d'habitants, **SANS APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE** pendant des mois. C'est pourquoi, dans notre syndicat, nous avons décidé de forer nous-mêmes des puits pour extraire de l'eau propre des eaux profondes.

Nous ne sommes pas satisfaits du fait que les oligarques vendent l'eau aux travailleurs à des prix inabordable. Nous avons foré et extrait du minerai de fer toute notre vie. C'est notre métier. C'est pourquoi nous faisons campagne pour obtenir un **SOUTIEN MATÉRIEL** afin d'acheter une **MACHINE DE FORAGE** et de fournir de l'eau à **TOUS** nos travailleurs. Je sais qu'avec l'aide des travailleurs internationaux, nous pouvons y parvenir. Merci pour votre temps. »

POUR VOIR LA VIDÉO DE L'APPEL DE YURI SAMOÏLOV, SCANNEZ-MOI !



Soutenez-les en versant un don sur le compte BE83 6528 5492 2215 avec la mention « ukraine »